

*Le Secrétaire d'Etat
auprès du Premier Ministre
femmes*

(Condition Feminine)

**Pourquoi Geneviève Petiot (militante)
n'ira pas prendre le thé chez
Françoise Giroud (ministre)**

Madame.

Vous m'avez invitée à participer, à titre d'« expert » au travail des commissions mises en place par le Comité National d'Organisation pour l'Année Internationale de la Femme. Votre invitation fait état de « l'importante accordée par le Président de la République à la pleine intégration des Françaises à l'effort collectif de développement économique social et culturel de la nation ».

Ma participation à l'une de ces commissions signifierait donc l'adhésion à cette politique et la reconnaissance de la justesse des objectifs ainsi définis. Il ne peut en être question, et cela pour deux motifs principaux.

S'il s'agit, en effet, de permettre aux femmes d'être reconnues à part entière dans la société, l'expérience nous a appris que le changement ne pouvait pas être octroyé, mais conquis par la lutte, et ensuite seulement sanctionné, dans le meilleur des cas par le législateur.

Depuis plusieurs années, le mouvement des femmes a su se faire reconnaître par l'importance des problèmes qu'il a posés, par les actions extra légales — et justes — qu'il a su animer (droit à la maternité volontaire et à l'information sexuelle, droit à la contraception, à l'avortement libre pratiqué en milieu médical et remboursé, droit à l'emploi, etc.). Ainsi le vote de la loi sur l'avortement n'est-il que la conséquence du rapport de forces imposé par la lutte des femmes ; jusqu'alors les gouvernements auxquels participaient aussi bien l'actuel Président de la République que de nombreux membres du gouvernement Chirac, ainsi que la majorité parlementaire ne semblaient guère gênés par la loi de 1920. Son abrogation est une victoire arrachée par les femmes et ceux qui les ont soutenues.

Par leur action, les femmes ne contribuent pas seulement à leur propre libération, mais aussi à l'avènement d'une autre société où les hommes comme les femmes deviennent maîtres de leur destin : une société qui porte une autre forme de « développement économique, social et culturel » que celle que nous connaissons, tout entière tournée vers le profit maximum dont l'esclavage féminin constitue un moteur essentiel. Par delà les déclarations du Président de la République et vos propres intentions vous êtes membre d'un gouvernement de droite au service de cette société de profit. Les femmes n'échappent pas aux antagonismes de classe, bien au contraire : vous n'avez certainement jamais imaginé que les intérêts de la directrice de l'Express coïncidaient avec ceux d'une femme de ménage de la rue de Berri. Intégrer les femmes à la société actuelle, c'est votre politique : ce n'est pas la nôtre.

Vous comprendrez dans ces conditions que je décline votre proposition. Ce refus, de caractère politique, ne m'engage pas seulement en tant qu'individu — femme — mais en tant que militante d'un parti politique ; c'est après avoir discuté avec mes camarades du P.S.U. que je vous fait part de ma réponse, qui est aussi une réponse collective et unanime.

Je vous prie de croire, Madame, à l'expression de mes sentiments distingués.

Geneviève PETIOT

